

Les amortissements et les plus values

L'amortissement consiste à répartir le cout de l'élément de l'actif sur sa durée probable.....lorsque celle-ci est limitée dans le temps en raison d'un critère physique, technique ou juridique...

Il y a deux types :

-l'amortissement linéaire avec des annuité croissante

-l'amortissement dégressif

A) règle générale

1. élément amortissable

On peut amortir les immobilisations corporelles voir incorporelles inscrites à l'actif de l'entreprise est effectivement soumises à dépréciation ce qui signifie qu'on ne peut pas amortir les ibens qui ne font pas parties de l'actif par exemple tous les biens pris en location ni amortir les biens qui ne constituent pas une immobilisation.

La plupart des éléments corporels de l'actif immobilisé on un usage attendu limité dans le temps et sont donc amortissables sauf **les terrains et œuvres d'art qui ne se deprecies pas et les petits équipement c'est à dire matériel, outillage, mobilier de bureau et logiciel dont la valeur unitaire hor taxe est inferieure a 500 euro a condition qu'il ne constituent pas l'objet même de l'activité de l'entreprise.**

D'autre part il est possible de procéder à l'immobilisation des éléments incorporels de l'actif immobilisé mais seulement s'il est normalement prévisible des leur acquisition ou création, que l'avantage qu'en tire l'entreprise prendra fin à une date déterminée.

Le droit au bail ne pourra pas être amorti.

2. décomposition des éléments de l'actif

- Lorsque des l'origine un ou plusieurs éléments constitutifs d'un actif ont chacun des utilisations différents ou procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différents, chaque élément doit alors être comptabilisé séparément et faire l'objet d'un plan d'amortissement qui lui est propre.
- Cas issu des normes IFRS avec le distinction structure composant. Les composants sont les principaux éléments de l'immobilisation corporelle qui ont ne durée d'utilisation differentes de la structure à laquelle ils appartiennent et qui doivent être remplacés une ou plusieurs fois au cours de la durée réelle d'utilisation de l'immobilisation.

La décomposition est donc obligatoire lorsqu'une immobilisation comprend un ou plusieurs éléments significatifs dont la durée d'utilisation est sensiblement inferieure à celle du bien considéré dans son ensemble.

Il y a 4 cas ou l'on ne décompose pas :

-lorsque la valeur unitaire du composant ne dépasse pas 500 euro.

-lorsque la valeur du composant n'excède pas 15 % du prix de revient de l'immobilisation si l'immo est un bien meuble ou 1% si c'est un immeuble.

- lorsque la durée d'utilisation du composant est inférieure à 12 mois
- lorsque la durée d'utilisation du composant excède 80 % de la durée d'utilisation de l'immobilisation.

3. base de l'amortissement

L'amortissement est calculée sur la base du prix d'achat ou du coût de revient de l'élément de l'actif, cette base doit être diminuée de la valeur résiduelle du bien lorsque celle-ci est significative et mesurable (la valeur résiduelle = montant net des coûts de sortie attendus qu'une entreprise obtiendrait de la cession de l'actif sur le marché à la fin de son utilisation).

Pour les voitures particulières, la base d'amortissement est plafonnée à 18 300 € ou 9 900 € pour les véhicules très polluants.

En cas de réévaluation d'un élément de l'actif l'amortissement est calculé sur la base de la nouvelle valeur comptable.

4. durée et taux d'amortissement

- La structure ou les biens non décomposée : la durée d'amortissement est en principe fixée d'après la durée réelle d'utilisation attendue par l'entreprise. cette durée peut toutefois être fixée par référence aux usages.

Pour les bâtiments commerciaux : 20 à 50 ans

Pour les bâtiments industriels : 20 ans

Immeuble de bureau : 25 ans

Immeuble d'habitation : 40 à 100 ans

Ordinateur : 3 ans, Mobilier : 10 ans, voiture : 4 à 5 ans (à connaître)

- Les composants sont toujours amortis en fonction de leur durée réelle d'utilisation attendue dans la limite toutefois de la durée d'usage de la structure qui constitue une durée butoir.

La durée des composants acquis en remplacement est limitée à la durée réelle d'utilisation de la structure restant à courir.

B) Les méthodes d'amortissement

Attention : lorsque le bien ou structure est amorti au dégressif, les composants sont nécessairement amortis au dégressif. Lorsque la structure est amortie au linéaire, les composants peuvent être amorties soit au linéaire soit au dégressif à condition d'être éligible à ce type d'amortissement.

1. l'amortissement linéaire

-Le point de départ est la date de mise en service des éléments (ou la date d'acquisition ou d'achèvement lorsque l'immobilisation subit une dépréciation avant même sa mise en service).

-Le taux est calculé par rapport à la durée d'amortissement.

-en cas de cession d'un élément au cours d'un exercice l'amortissement devra être pratiqué jusqu'au jour de la cession au prorata temporis, l'administration accepte toutefois que cette dernière annuité d'amortissement ne soit pas comptabilisé sauf pour les biens visés à l'article 39-4 du CGI.

2. l'amortissement dégressif

-type de bien : bien d'équipement, investissement hôtelier, construction industrielle légère (c'est à dire durée d'utilisation inférieure à 15 ans) à condition que le bien ne soit pas déjà usagé au moment de son acquisition pour l'entreprise et que sa durée normale d'utilisation soit supérieure à 3 ans.

-le point de départ des le 1^{er} jour du mois d'acquisition

-le taux est constant qu'on va appliquer d'abord à la valeur d'origine puis au valeur résiduelle comptable. Ce taux constant = taux linéaire auquel on applique un coefficient.

-les coefficients : 1.75 % si la durée d'utilisation est de 3 ou 4 ans, 2.25% si c'est 5 ou 6 ans, 2.75% plus de 7 ans.

-en cas de cession d'un bien pas totalement amorti l'entreprise est libre de pratiquer un amortissement ou non au titre de l'exercice de cession.

§2. Les plus values

les + ou – values afférentes aux éléments de l'actif immobilisé sont en principe imposables ou déductibles à compter de leur réalisation. La réalisation s'entend de toute opération ou événement ayant pour effet de faire sortir un élément de l'actif ou de lui retirer définitivement toute valeur. Les +values sont donc taxées au titre de l'exercice au cours duquel elles sont réalisées.

En cas de vente la date de réalisation est la date du transfert de propriété et non celle de la signature de l'acte ou de l'enregistrement de l'acte.

Les modalités de paiement du prix sont sans incidences sur le caractère effectif de la cession.

la plus value = prix cession – valeur comptable nette

valeur comptable nette = valeur origine – amortissement pratiqué et admis en déduction.

Les + values réalisées par les entreprises soumises à l'IS

Les + values réalisées par les entreprises qui relèvent de l'IR bénéficient du régime d'exonération lorsque les recettes n'excèdent pas 50 000 euro pour les entreprises de vente et 90 000 euro pour les entreprises de service.

Pour les entreprises soumises à l'IS restent seulement imposables au taux réduit des + value à long les produits nets tirés de la concession ou cession des brevets.

Pour les entreprises qui relèvent de l'IR :

Nature des biens	+ value	+value	-value	-value
cédés				
	-2ans	+2ans	-2ans	+2ans
Elément	CT	CT dans la limite des	CT	CT
amortissable		amortissements		
		déduits		
		LT pour le surplus		
Elément	non CT	LT	CT	LT
amortissable				

Les + et – value à court terme se compensent entre elle et les + ou – value à long terme se compensent entre elle.

+VLT	ir 16% + 12.1 % de contribution	is 15%
-VLT	additionnelle Imputée sur les +VLT	Imputée sur les +VLT
	éventuellement réalisées au	éventuellement réalisées au
+VCT	cours des 10 exos suivants Bénéfice imposable dans les	cours des 10 exos suivants Bénéfice imposable dans les
	conditions de droit commun	conditions de droit commun
-VCT	(soumis au barème) Imputées sur les bénéfices	(33.33%) Imputées sur les bénéfices
	imposables	imposables

Cas 1 : Peugeot 607 diesel, acquise 30 000 ttc en mai 2007, et amortissable sur 5 ans, l'annuité comptabilisé au titre de l'exercice 2008 est d'un montant de 6000 euro.

-véhicule qui est un élément de l'actif immobilisé et à ce titre il peut faire l'objet d'un amortissement sur sa période normal d'utilisation

-comment calculé cet amortissement et quelles sont les conséquences d'une éventuelle revente ?

-39-1 et 2 et 39-4 l'amortissement est possible pour ce véhicule qui sera amorti selon le mode linéaire sur 5 ans donc avec un taux de 20 %.

-Le point de départ sera la date de mise en service. Toutefois l'article 39-4 interdit sauf justification en raison de l'objet social, l'amortissement des véhicules immatriculés dans la catégorie des voitures particulières pour la fraction de leur prix d'acquisition ttc qui dépasse un plafond fixé à 18 300 euro ou 9900 pour les véhicules très polluants.

Amortissement sur 5 ans de 2007 à 2012

Base amortissable 30 000 (ici la tva fait partie de la base car non déductible)

Amortissement comptable

2007 : $30\,000 \times 20\% \times 8/12 = 4000$
2008 : $30\,000 \times 20\% = 6000$
2009 : $30\,000 \times 20\% = 6000$
2010 : $30\,000 \times 20\% = 6000$
2011 : $30\,000 \times 20\% = 6000$
2012 : $30\,000 \times 20\% \times 4/12 = 2000$

Amortissement fiscal

$18\,300 \times 20\% \times 8/12 = 2440$ (nd=1560)
 $18\,300 \times 20\% = 3\,660$
 $18\,300 \times 20\% = 3\,660$
 $18\,300 \times 20\% = 3\,660$
 $18\,300 \times 20\% = 3\,660$
 $18\,300 \times 20\% \times 4/12 = 1\,220$ (nd=780)

En cas de revente, l'amortissement devra être pratiqué jusqu'au jour de la cession car ce bien est visé par l'article 39-4

Cas 2 : elle a revendu le 15 juillet 2008 un véhicule Renault Velsatis pour un prix de 20 000 ht à un concessionnaire automobile ; elle avait acquis ce véhicule le 4 janvier 2007 pour 30 000 ttc réceptionné le 12 février 2007.

- bien amortissable sur une durée de 5 ans selon le mode linéaire

- les 2 pb : 1 le tableau d'amortissement et 2 : les csq de la revente

- 39-1 39-2 et 39-4

Amortissement comptable

2007 : $30\,000 \times 20\% \times 38/360 = 5300$
2008 : $30\,000 \times 20\% = 6000$
2009 : $30\,000 \times 20\% = 6000$
2010 : $30\,000 \times 20\% = 6000$
2011 : $30\,000 \times 20\% = 6000$
2012 : $30\,000 \times 20\% \times 42/360 = 700$

Amortissement fiscal

$18\,300 \times 20\% \times 318/360 = 3233$
 $18\,300 \times 20\% = 3\,660$
 $18\,300 \times 20\% = 3\,660$
 $18\,300 \times 20\% = 3\,660$
 $18\,300 \times 20\% = 3\,660$
 $18\,300 \times 20\% \times 42/360 = 427$

Le 15 Juillet 2008: cession du véhicule immobilisé :

L'amortissement doit être pratiqué jusqu'au jour de la cession ce qui va nous donner :

Amortissement comptable

2007 : $30\,000 \times 20\% \times 38/360 = 5300$
2008 : $30\,000 \times 20\% \times 195/360 = 3250$

Amortissement fiscal

$18\,300 \times 20\% \times 318/360 = 3233$
 $18\,300 \times 20\% \times 195/360 = 1982.50$

Le calcul de la + value := prix de cession – valeur comptable net

Valeur comptable nette = valeur d'origine – amortissement pratiqué et admis en déduction

PV = $20\,000 - (30\,000 - 5215.50) = -4784.50$

L'entreprise réalise une – value a court terme les - 4 784.50 viendront s'imputer sur l'exercice d'exploitation de 2008 après éventuelle compensation.

Cas 3 : elle a encaissé 80 000 de subvention d'équipement du ministère de l'industrie ; des réceptions de cette somme, le 15 février 2008, elle a acquis pour 100 000 euro d'une machine amortissable suivant le mode linéaire sur 5 ans.

-on a une subvention d'équipement de 80 000 euro qui sert à acquérir une immobilisation amortissable sur 5 ans suivant le mode linéaire.

-constitue elle un produit imposable ? Comment doit elle être rattachée ?

-Une subvention d'exploitation est une aide rattachable au titre de l'exercice de l'octroi de l'aide mais l'article 42 septies prévoit un régime spécial pour les subventions d'équipements.

Il y a des conditions :

*elle doit être accordé par l'état, collectivité publique ou tout organisme public ou par un groupement agréé de rationalisation et de conversion.

*la subvention d'équipement doit être utilisé pour la création, l'acquisition ou le financement par crédit bail d'une immobilisation déterminée c'est à dire identifié dans la décision d'octroi de l'aide.

Si ces conditions sont remplies 2 hypothèses :

-la subvention d'équipement sert à financer une immo amortissable : elle doit alors être rapportée au bénéfice imposable au rythme de l'amortissement de cette immo.

-elle sert à financer une immo non amortissable, elle sera alors réintégrée par parts égales sur les années pendant lesquelles le bien est inaliénable ou à défaut d'inévitabilité sur 10 ans.

En cas de cession de l'immobilisation subventionnée, la fraction de la subvention d'équipement non encore rapportée au bénéfice imposable doit être comprise dans les résultats de l'exercice de cession et imposés dans les conditions de droit commun.

En l'espèce on va considérer que le régime s'applique, il faut d'abord calculer l'amortissement de la subvention puis la part que l'on va réintégrer.

Amortissement pratiqué

fraction subvention à réintégrer

2008 : $100000 \times 20\% \times 315/360 = 17500$	$80\,000 \times 17500/100000 = 14\,000$
2009 : $100\,000 \times 20\% = 20\,000$	$80\,000 \times 20\,000/100000 = 16\,000$
2010 : $100\,000 \times 20\% = 20\,000$	$80\,000 \times 20\,000/100000 = 16\,000$
2011 : $100\,000 \times 20\% = 20\,000$	$80\,000 \times 20\,000/100000 = 16\,000$
2012 : $100\,000 \times 20\% = 20\,000$	$80\,000 \times 20\,000/100000 = 16\,000$
2013 : $100\,000 \times 20\% \times 45/360 = 2500$	$80\,000 \times 2500 / 100\,000 = 2\,000$

Cas numéro 4 : elle a revendu le 10 mars 2008 une chaîne de fabrication pour un prix de 9 000 ht à un autre assujéti ; cette machine avait été acquise pour 15 000 ht le 28 août 2006 et mise en service le 25 septembre 2006 ; elle avait été amortie sur une durée de 10 ans selon le mode progressif.

-bien d'équipement vu que c'est une chaîne de fabrication

-tableau et cession

-39-1 39-2 39-4

-bien d'équipement donc amortissement dégressif possible, le taux applicable est le taux linéaire multiplié par un coefficient.

Ici 2.25 car le bien a une durée supérieure à 6 ans

Point de départ : 1^{er} jour du mois d'acquisition donc 1^{er} août

Pour le tableau :

2006 : $15000 \times 22.5\% \times 5/12 = 1406.25$

2007 : $13593.75 \times 22.5\% = 3058.59$

2008 (année de la cession, elle est libre ou pas de pratiquer l'amortissement)

Si oui : $13593.75 - 3058.59 \times 22.5\% \times 2/12 = 395$ euro

Si elle pratique, le total est 4859.84

Pour les conséquences de la vente : $PV = 9000 - (15000 - 4859.84) = -1140.16$

Si non : $PV = 9000 - (15000 - 4464.84) = -1535.16$

L'entreprise dégage une moins value à court terme de 1140.16 ou de 1535.16 qui viendra s'imputer sur les bénéfices d'exploitation de 2008.

Cas numéro 5 : elle acquiert le 1^{er} janvier 2009, un four à haute pression d'une valeur de 100 000. La durée d'utilisation de ce matériel est de 10 ans, mais le fabricant lui a précisé qu'il convient de remplacer les joints d'étanchéité tous les 5 ans. Ceux-ci ayant une valeur de 20 000 euro, elle voudrait savoir si elle peut procéder à un amortissement séparé de ce composant.

-Le four est un bien d'équipement amortissable sur 10 ans

-39-1 39-2 39-A l'amortissement est possible car bien d'équipement mais on a des éléments de la structure qui ont une durée d'utilisation différente de la structure en question, la décomposition est donc obligatoire. On va donc devoir amortir séparément les 2

-pour la structure, la base amortissable est 100 000 - 20 000 et le taux applicable est $10\% \times 2.75 = 27.5\%$

Pour le composant 20 000 et le taux $20\% \times 2.25 = 45\%$

2009 = 22 000

2010 = 15950

2011 = 11563.75

2012=8383.72

2013=6078.2

2014=4406.7

2015=3194.85

2016-2017-2018=2807.6

Pour le composant il y a 2 tableaux :

2009 =9000

2010et 2015= 4950

2011 et 2016= 2722.50

2012 et 2013 et 2017 =1663.75

Quand la structure est amorti au dégressif, il sera amorti au dégressif

Quand la structure est amorti au linéaire, si il rempli les conditions du dégressif on a le choix.